



Extrait du Presse-toi à gauche !

<http://www.pressegauche.org/Les-dirigeants-des-Premieres-Nations-d-un-bout-a-l-autre-du-Canada-conjuguent>

# Les dirigeants des Premières Nations d'un bout à l'autre du Canada conjuguent leurs efforts pour mettre fin à la violence faite aux femmes

Date de mise en ligne : jeudi 6 décembre 2012

- Communiqués -

---

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

---

**OTTAWA, le 6 déc. 2012 - En cette Journée nationale de commémoration et d'action contre la violence faite aux femmes, également appelée journée du ruban blanc, les dirigeants des Premières Nations d'un bout à l'autre du Canada continuent à faire progresser des plans en vue d'obtenir justice et de mettre fin à la violence faite aux femmes autochtones.**

« Cette semaine, un certain nombre de questions prioritaires ont été soumises aux délibérations des Chefs en assemblée, et l'élimination de la violence faite aux femmes demeure la priorité constante des membres de nos communautés », a indiqué le Chef National de l'Assemblée des Premières Nations (APN), Shawn Atleo. « Nous luttons ici pour les droits des membres chez nous, dans nos communautés - des droits inhérents et des droits de la personne - car ce sont eux qui s'échinent jour après jour pour avoir un niveau de vie de base, ce qui implique trop souvent une lutte pour la sûreté et la sécurité. Nous ne pouvons perdre d'autres soeurs, mères ou filles en raison de la violence. Des mesures doivent être prises à tous les paliers, et la direction est prête à faciliter, à appuyer et à encourager de telles mesures afin d'obtenir justice et de mettre fin à la violence. »

La planification d'un forum national et la mise au point de stratégies d'action et de sensibilisation visant à mettre fin à la violence faite aux femmes autochtones ont été au coeur d'une des nombreuses séances stratégiques tenues cette semaine et réunissant les Chefs et les délégués. La présidente de l'Association des femmes autochtones, Michele Audette, de même que la membre du Conseil des femmes de l'APN, Adeline Webber, et des familles de femmes autochtones portées disparues ou assassinées ont pris part à des discussions et à des dialogues sérieux en vue d'appuyer les efforts actuels et nouveaux en faveur d'une commission d'enquête nationale sur les femmes autochtones portées disparues ou assassinées.

« Nous invitons d'une voix unie le gouvernement fédéral, les provinces et les territoires à s'engager à collaborer avec nous et avec d'autres organisations des Premières Nations, autochtones et de femmes dans le cadre d'une commission d'enquête publique nationale qui cherchera et trouvera des réponses afin de prévenir la violence faite aux femmes et d'y mettre fin, peu importe l'endroit où elles vivent », a dit la présidente de l'Association des femmes autochtones du Canada, Michele Audette.

Hier, la sénatrice Sandra Lovelace Nicholas de la Première Nation de Tobique, au Nouveau-Brunswick, a proposé dans la Chambre haute une enquête sur le statut, l'impact et l'efficacité de la réponse du gouvernement à ce jour par rapport à la question des femmes autochtones portées disparues ou assassinées au Canada.

« Ce message du Sénat est important et arrive à point nommé », a affirmé le Chef National Atleo. « Nous allons continuer à réclamer la mise sur pied d'une commission d'enquête publique nationale indépendante qui se penchera sur les causes profondes de la violence et de la vulnérabilité et qui mettra l'accent sur l'action, la sensibilisation et la prévention. »

La demande de mise sur pied d'une commission d'enquête publique nationale indépendante a été faite fermement par les dirigeants des Premières Nations depuis de nombreuses années et elle a été réitérée en juillet lors de l'assemblée générale annuelle de l'APN à Toronto alors que les Chefs en assemblée ont souligné la nécessité qu'une telle enquête comprenne des audiences, un examen des politiques et des procédures de la police en ce qui a trait aux recherches, aux enquêtes et aux communications entre la police, les autorités et les familles, et l'examen des facteurs de risque socioculturels et socio-économiques associés aux femmes et aux jeunes filles autochtones.

Avec la collaboration les représentants nationaux du SFCP, l'APN a lancé une campagne de signature de cartes

postales et dans les médias sociaux en octobre, invitant les membres des communautés autochtones et l'ensemble de la population canadienne à appuyer les demandes en faveur d'une commission d'enquête publique nationale et à s'engager personnellement à vivre sans violence. Pour obtenir un complément d'information, veuillez consulter <http://www.afn.ca/index.php/fr/secteurs-de-politique/mettre-fin-a-la-violence>.

La Journée nationale de commémoration et d'action contre la violence faite aux femmes, également officieusement appelée la journée du ruban blanc, est soulignée chaque année au Canada, le 6 décembre, date anniversaire de la tuerie de l'École Polytechnique de 1989.